

No. 33781

**FRANCE
and
BOLIVIA**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of
investments (with exchange of letters). Signed at Paris on
25 October 1989**

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
BOLIVIE**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des
investissements (avec échange de lettres). Signé à Paris le
25 octobre 1989**

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Bolivie (ci-après dénommés "les Parties contractantes").

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Bolivie et boliviens en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans les zones maritimes des Parties contractantes.

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel l'investissement est réalisé.

¹ Entré en vigueur le 12 octobre 1996 par notification, conformément à l'article 12.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. L'expression "zones maritimes" s'entend des zones marines et sous-marines sur lesquelles les Parties contractantes exercent, en conformité avec le Droit international, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

ARTICLE 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans ses zones maritimes.

ARTICLE 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans ses zones maritimes, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans ses zones maritimes, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, le traitement accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans les zones maritimes de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

ARTICLE 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leurs zones maritimes, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Les mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toute action de dépossession de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace d'expropriation (ou de nationalisation, ou action de dépossession).

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de l'expropriation (ou de la nationalisation ou de toute autre action de dépossession). Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes. Le taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes est le taux d'intérêt officiel du droit de usage spécial, tel que fixé par le FMI.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autre revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération, conformément à ce que les deux Parties auront convenu.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8

1/ Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

2/ Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage d'un Tribunal Arbitral Ad Hoc.

Le Tribunal Arbitral sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Dans un délai de deux mois à partir du moment où le différend a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, chacune des parties au différend désigne un membre du Tribunal. Les deux membres désignent un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président (dénommé ci-après "Président"). Le Président est désigné dans un délai de trois mois à compter de la date de désignation des deux autres membres.

Si dans les délais fixés au paragraphe précédent du présent Article l'une des parties au différend n'a pas désigné son arbitre ou si les deux arbitres ne sont pas parvenus à un accord sur la nomination du Président, l'une ou l'autre des parties au différend invite le Président de la Chambre de Commerce de Stockholm à procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Chambre de Commerce de Stockholm est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Chambre de Commerce de Stockholm procède aux désignations nécessaires. Si le Vice-Président est ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le membre de la Chambre de Commerce de Stockholm le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

Le Tribunal Arbitral statue à la majorité des voix et ses décisions sont exécutoires. Chacune des parties au différend supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage ; les frais du Président et les autres frais sont répartis également entre les parties au différend. Le différend est réglé définitivement conformément au règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 31/98 du 15 décembre 1976¹.

3/ Lorsque chacune des Parties contractantes sera devenue partie à la "Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", conclue à Washington le 18 mars 1965², tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie Contractante, s'il n'a pu être réglé à l'amiable dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une des parties au différend, sera soumis au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), pour règlement par voie d'arbitrage.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-et-unième session, Supplément n° 39, volume I (A/31/39)*, p. 200.

² *Ibid.*, vol. 575, p. 159.

ARTICLE 9

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société, en particulier ceux qui résultent des dispositions de l'Article 6.

ARTICLE 10

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 11

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique ;

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage ;

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties.

ARTICLE 12

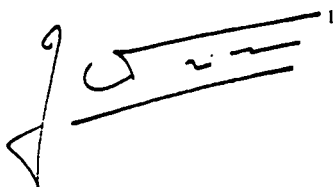
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

Le présent accord est conclu pour une durée initiale de dix ans ; il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

FAIT à Paris, le 25 octobre 1989, en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large initial 'J' followed by a series of loops and a horizontal line, with a small '1' at the end.

Pour le Gouvernement
de la République de Bolivie :

A handwritten signature in black ink, featuring a large initial 'E' followed by a series of loops and a horizontal line, with a small '2' at the end.

¹ Jean-Claude Trichet.
² Enrique García.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Paris, le 25 octobre 1989

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Bolivie sur l'Encouragement et la Protection Réciproques des investissements et de vous préciser que les dispositions du présent accord s'appliquent également aux "zones franches" de la République de Bolivie, en conformité avec le droit international applicable à ces zones franches.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Pour le Gouvernement
de la République de Bolivie :



Le Ministre du Plan et de la Coordination

Monsieur Pierre Beregovoy
Ministre d'Etat
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget
(à l'attention de M. Jean-Claude Trichet,
Directeur du Trésor)

¹ Enrique García.

II

Paris, le 25 octobre 1989

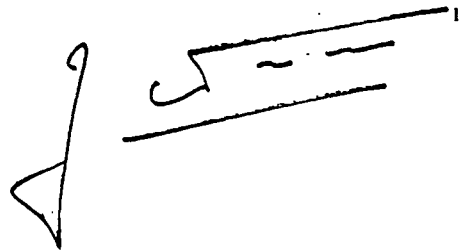
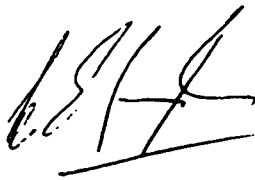
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée de ce jour et dont le texte suit :

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur le texte de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Pour le Gouvernement
de la République Française :Pour le Ministre d'Etat
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget
et par délégation,
le Directeur du TrésorMonsieur Enrique García
Ministre du Plan et de la Coordination

¹ Jean-Claude Trichet.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO SOBRE PROMOCIÓN Y PROTECCIÓN A LAS INVERSIONES

El Gobierno de la República de Francia y el Gobierno de la República de Bolivia, denominados en adelante "las Partes Contratantes", deseosos de reforzar la cooperación económica entre los dos Estados y de crear condiciones favorables para las inversiones francesas en Bolivia y bolivianas en Francia, persuadidos que la promoción y la protección de dichas inversiones estimulan las transferencias de capital y tecnología entre los dos países, en el interés de su desarrollo económico, han convenido en las siguientes disposiciones:

ARTICULO 1.- Para la aplicación del presente Convenio:

- 1) El término inversión designa a los activos, tales como los bienes, derechos e intereses de toda naturaleza y, en particular, pero no exclusivamente:
 - a) los bienes muebles e inmuebles, así como todos los demás derechos reales, como hipotecas, privilegios, usufructos, prendas y derechos análogos;
 - b) las acciones, primas de emisión y otras formas de participación, incluso minoritarias e indirectas, en las sociedades constituidas en el territorio de una de las Partes Contratantes;
 - c) las obligaciones, adeudos y derechos de toda prestación que posea un valor económico;
 - d) las regalías devengadas por concepto de derechos de autor, derechos de propiedad industrial (tales como patentes de invención, licencias, marcas registradas, modelos y maquetas industriales), los procesos técnicos, los nombres registrados y la clientela verificable;
 - e) las concesiones acordadas por la ley o en virtud de un contrato, en especial las concesiones relativas a la prospección, el cultivo, la extracción o la explotación de riquezas naturales, incluyendo aquellas que se sitúen en zonas marítimas de las Partes Contratantes.

Debiéndose entender que dichos activos deberán ser o haber sido invertidos conforme a la legislación de la Parte Contratante en cuyo territorio o zona marítima es efectuada la inversión, antes o después de la puesta en vigor del presente Convenio.

Toda modificación del tipo de inversiones de los activos no afecta su calidad de inversión, a condición de que esta modificación no sea contraria a la legislación del estado en cuyo territorio o zona marítima se realiza la inversión.

- 2) El término "nacionales" designa a las personas físicas que posean la nacionalidad de una de las Partes Contratantes.
- 3) El término "sociedades" designa a toda persona jurídica constituida en el territorio de una de las Partes Contratantes, conforme a la legislación de ésta y que tenga su domicilio legal en el mismo o que sea controlada directamente o indirectamente por nacionales de una de las Partes Contratantes, o por personas jurídicas que posean su domicilio legal en el territorio de una de las Partes Contratantes y estén constituidas conforme a la legislación de éste.
- 4) El término "renta" designa a todos los montos producto de una inversión, tales como beneficios, regalías o intereses durante un período dado.

Los ingresos de las inversiones y, en caso de reinversión, los ingresos de su reinversión, gozan de la misma protección que la inversión.

- 5) La expresión "zonas marítimas" comprende a zonas marinas y submarinas sobre las cuales las Partes Contratantes ejercen, en conformidad con el Derecho Internacional, la soberanía, derechos soberanos o una jurisdicción.

ARTICULO 2.- Cada una de las Partes Contratantes permitirá e incentivará, en el marco de su legislación y las disposiciones del presente Convenio, las inversiones efectuadas por nacionales y sociedades de la otra Parte en su territorio y zonas marítimas.

ARTICULO 3.- Cada una de las Partes Contratantes se compromete a asegurar en su territorio y zonas marítimas un tratamiento justo y equitativo, conforme a

los principios del Derecho Internacional a las inversiones de nacionales y sociedades de la otra Parte, de tal modo que el ejercicio del derecho así reconocido no sea perjudicado ni de derecho ni de hecho.

a) Se debe considerar como obstáculos de derecho o de hecho al trato justo y equánime, toda restricción a la compra o al transporte de materias primas y de insumos auxiliares, de energía y de combustibles así como de medios de producción y de explotación de toda índole, toda traba a la venta y al transporte de productos en el interior del país y en el extranjero, así como toda otra medida que tuviera un efecto similar;

b) Las Partes Contratantes examinarán con benevolencia, dentro del marco de su legislación interna, las solicitudes de ingreso y de autorización de estadía, de trabajo y de circulación presentadas por los nacionales de una Parte Contratante con motivo de una inversión en el territorio de la otra Parte Contratante.

ARTICULO 4.- Cada Parte Contratante aplicará, en su territorio y zona marítima, a los nacionales o sociedades de la otra Parte, en lo que se refiere a sus inversiones y actividades ligadas a éstas, el tratamiento acordado a sus propios nacionales o sociedades, o el tratamiento acordado a los nacionales o sociedades de la nación más favorecida si éste es más ventajoso. De esta manera los nacionales autorizados a trabajar en el territorio y en las zonas marítimas de una de las Partes Contratantes podrán beneficiarse de facilidades materiales apropiadas al ejercicio de sus actividades profesionales.

Este tratamiento no se extiende a los privilegios que una Parte Contratante acuerde a nacionales o sociedades de un tercer Estado, en virtud de su participación o asociación en una Zona de Libre Comercio, Unión Aduanera, Mercado Común u otra forma de organización económica regional o subregional.

ARTICULO 5.-

1) Las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de una de las Partes Contratantes gozarán, en el territorio y zonas marítimas de la otra Parte Contratante, de una protección y seguridad plenas y totales.

- 2) Las Partes Contratantes no tomarán medidas de expropiación o de nacionalización o cualquier otra medida cuyo efecto sea el de despojar directa o indirectamente a los nacionales o sociedades de la otra Parte de las inversiones que les pertenecen, en su territorio y zonas marítimas, salvo por causa de utilidad pública y a condición que dichas medidas no sean discriminatorias ni contrarias a un compromiso particular.

Las medidas de expropiación o de nacionalización o cualquier acción de despojo que podrían ser adoptadas deberán dar lugar a un pago de indemnización rápido y adecuado cuyo monto, calculado sobre el valor real de las inversiones concernientes, debe ser evaluado en relación a una situación económica normal y anterior a toda amenaza de expropiación (o nacionalización o acción de despojo). Esta indemnización, su monto y modalidades de pago, deberán ser fijados sin injusto retraso, a más tardar en la fecha de expropiación (o de nacionalización o de cualquier acción de despojo). Esta indemnización será efectivamente realizable, pagada sin demora y libremente transferible. La misma producirá hasta la fecha de su pago los intereses calculados a tasas de interés acordados por las Partes Contratantes. La tasa de interés acordada por las Partes Contratantes es la tasa de interés oficial del Derecho Especial de Giro fijada por el FMI.

- 3) Los nacionales o sociedades de una de las Partes Contratantes cuyas inversiones hubieran sufrido pérdidas por causa de guerra u otro conflicto armado, revolución, estado de emergencia nacional, o revuelta en el territorio o en las zonas marítimas de la otra Parte Contratante gozarán, de parte de ésta última, de un tratamiento no menos favorable que el que ésta otorga a sus propios inversionistas o aquellos de la Nación más favorecida.

ARTICULO 6.— Cada Parte Contratante, en el territorio o zonas marítimas en las que las inversiones han sido efectuadas por nacionales o sociedades de la otra Parte Contratante, concederá a esos nacionales o sociedades la libre transferencia:

- a) de intereses, dividendos, beneficios y otros ingresos corrientes;

- b) utilidades provenientes de derechos intangibles designados en el párrafo 1 de las letras d) y e) del Artículo 1;
- c) de pagos efectuados por reembolso de los empréstitos regularmente contratados;
- d) del producto de la cesión ó de la liquidación total o parcial de la inversión incluyendo los plus-valores provenientes del capital invertido;
- e) de indemnizaciones resultantes de expropiación (o de nacionalización o de cualquier acción de despojo) o de pérdidas previstas en los párrafos 2 y 3 del Artículo 5.

Los nacionales de cada Parte Contratante que hayan sido autorizados a trabajar en el territorio o las zonas marítimas de la otra Parte Contratante, a título de inversión agregada, estarán igualmente autorizados a transferir a sus países de origen una cantidad apropiada de sus remuneraciones de acuerdo a lo convenido entre ambas Partes.

Las transferencias a las cuales se refieren los párrafos precedentes se deberán efectuar sin demora, a una tasa normal de cambio oficialmente aplicable a la fecha de la transferencia.

ARTICULO 7.- En la medida en que la reglamentación de una de las Partes Contratantes prevea una garantía a las inversiones efectuadas en el extranjero, ésta puede ser acordada, en el marco de un examen caso por caso, a las inversiones efectuadas por nacionales o sociedades de esta Parte en el territorio o las zonas marítimas de la otra Parte.

Las inversiones de nacionales y sociedades de una de las Partes Contratantes en el territorio o en la zona marítima de la otra Parte no podrán obtener la garantía establecida antes mencionada de no haber obtenido previamente la aprobación de esta última Parte.

ARTICULO 8.-

- 1) Toda disputa respecto a las inversiones entre una de las Partes Contratantes y un nacional o sociedad de la otra Parte Contratante debe ser, en lo posible,

dirimida amigablemente entre las dos partes en litigio.

- 2) Si una disputa no ha podido ser dirimida en el plazo de 6 meses a partir del momento en el cual una de las partes en litigio ha manifestado la disputa, ésta deberá ser sometida, por cualquiera de las partes en litigio, al arbitraje de un tribunal Arbitral Ad-Hoc a petición de cualquiera de las partes en litigio.

El Tribunal Arbitral se constituirá de la siguiente manera: hasta dos meses después del momento en el cual se reciba la solicitud del laudo arbitral, cada una de las partes en litigio nombrará un miembro del Tribunal. Los dos miembros deberán seguidamente seleccionar a un ciudadano de un tercer Estado que tendrá la función de Presidente (en adelante definido como "Presidente"). El Presidente deberá ser nombrado durante los 3 meses a partir de la fecha de nombramiento de los otros dos miembros.

Si en los plazos fijados en el párrafo anterior del presente Artículo una de las partes en litigio no hubiese nombrado a su árbitro, o si los dos árbitros no se hubieran puesto de acuerdo sobre el nombramiento de su Presidente, se podrá enviar una solicitud al Presidente de la Cámara de Comercio de Estocolmo para hacer efectivo el nombramiento. En el caso en que él sea ciudadano de una de las Partes Contratantes, o de que no le sea posible realizar tal función, se solicitará al Vice Presidente de la Cámara de Comercio de Estocolmo que efectúe el nombramiento. En el caso de que el Vice Presidente sea ciudadano de una de las Partes Contratantes, o de que no le sea posible realizar tal función, el miembro de la Cámara de Comercio de Estocolmo que le sigue en orden de antigüedad, y que no sea ciudadano de ninguna de las Partes Contratantes, será invitado a efectuar el nombramiento.

El Tribunal Arbitral decidirá por mayoría de votos y sus decisiones tendrán carácter vinculante. Cada una de las partes en litigio deberá pagar los gastos de su propio árbitro y las de su representación en el proceso; los gastos para el Presidente y los otros restantes estarán a cargo de las dos partes en litigio, por partes iguales. Se arreglará definitivamente el litigio en conformidad con el

Reglamento de Arbitraje de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho del Comercio Internacional (CNUDCI) tal como fue adoptado por la Asamblea General de las Naciones Unidas, mediante su Resolución 31/98 del 15 de Diciembre de 1976.

- 3) Cuando cada una de las Partes Contratantes haya adherido a la "Convención para el Arreglo de los Litigios relativos a las Inversiones entre Estados y Nacionales de otros Estados", creada en Washington el 18 de Marzo de 1965, en caso de imposibilidad de arreglo amigable dentro de un plazo de 6 meses a partir de la fecha en que se lo plantea, todo litigio relativo a las inversiones entre una de las Partes Contratantes y un inversionista de la otra Parte Contratante se someterá al Centro Internacional para el Arreglo de los Litigios relativos a las Inversiones, para su solución por vía de arbitraje.

ARTICULO 9.- Si una de las Partes Contratantes, en virtud de una garantía dada por una inversión realizada en el territorio y zonas marítimas o francas de la otra Parte, efectuara pagos a uno de sus nacionales o a una de sus sociedades, ésta es, por ese hecho, subrogada en los derechos y acciones de dicho nacional o sociedad, en particular aquellos que resulten de las disposiciones del Artículo 8.

ARTICULO 10.- Las inversiones surgidas por un compromiso particular de una de las Partes Contratantes hacia nacionales y sociedades de la otra Parte Contratante son regidas, sin perjuicio de las disposiciones del presente Convenio, por los términos de este compromiso en la medida que éste tenga disposiciones más favorables que las que son previstas por el presente Convenio.

ARTICULO 11.-

- 1) Las disputas relativas a la interpretación o a la aplicación del presente Convenio deberán ser solucionadas, en lo posible, por la vía diplomática.
- 2) Si en un plazo de 6 meses a partir del momento en el cual ha sido denunciado por una de las Partes Contratantes la disputa no ha sido solucionada, ésta deberá ser sometida a solicitud de una de las Partes Contratantes ante el Tribunal de Arbitraje.

- 3) Dicho Tribunal estará constituido, para cada caso específico, de la manera siguiente:

Cada Parte Contratante designa a un miembro. Los miembros designados nombran a su vez, de común acuerdo, a un ciudadano de un Estado tercero, a quien las dos Partes Contratantes nombran Presidente. Todos los miembros deben ser nombrados en un plazo de dos meses a partir de la fecha en la que una de las Partes Contratantes ha comunicado a la otra Parte Contratante su intención de someter la disputa a arbitraje.

- 4) Si no se han observado los plazos fijados en el párrafo 3) anterior, una u otra de las Partes Contratantes, en ausencia de cualquier acuerdo aplicable, invita al Secretario General de las Naciones Unidas a que proceda a las designaciones necesarias. Si el Secretario General es ciudadano de una u otra de las Partes Contratantes o si, por otra razón, tiene un impedimento para el ejercicio de esta función, el Secretario General adjunto más antiguo y que no posea la nacionalidad de una de las Partes Contratantes procede a las designaciones necesarias.

- 5) El Tribunal de Arbitraje toma sus decisiones por mayoría de votos. Dichas decisiones son definitivas y ejecutorias de pleno derecho para las Partes Contratantes.

El Tribunal fija él mismo su reglamento. Interpreta el fallo a pedido de una u otra de las Partes Contratantes. Salvo si el Tribunal dispone otra cosa, y teniendo en cuenta circunstancias particulares, los gastos del trámite arbitral -las dietas de los árbitros incluidas- serán compartidos equitativamente entre las Partes.

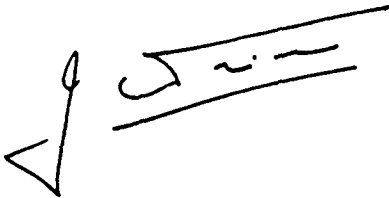
ARTICULO 12.- Cada una de las Partes Contratantes notificará a la otra Parte el cumplimiento de los procedimientos necesarios internos, en lo que le concierne, para la entrada en vigor del presente Convenio, el mismo que entrará en vigencia un mes después del día de la recepción de la última notificación.

El presente Convenio tiene una validez inicial de 10 años, pudiendo ser prorrogado tácitamente, a menos que una de las Partes Contratantes lo denuncie mediante la vía diplomática, con aviso previo de un año.

A la conclusión del período de validez del presente Convenio, las inversiones efectuadas durante el mismo continuarán beneficiándose de la protección de sus disposiciones durante un período suplementario de 20 años.

Hecho en la ciudad de París, a los veinticinco días del mes de octubre del año de mil novecientos ochenta y nueve, en dos ejemplares en idiomas español y francés, ambos igualmente válidos.

Por el Gobierno
de la República de Francia:



Por el Gobierno
de la República de Bolivia:



ÉCHANGE DE LETTRES — EXCHANGE OF LETTERS

I

REPÚBLICA DE BOLIVIA
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO

París, 25 de octubre de 1989

Señor Ministro,

Tengo el honor de hacer referencia al Acuerdo suscrito el día de hoy entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Bolivia para la promoción y protección recíprocas de las inversiones y de precisar que las disposiciones del presente Acuerdo, se aplican igualmente a las "zonas francas" de la República de Bolivia, conforme al derecho internacional aplicable a esas zonas francas.

Le agradeceré me haga conocer el acuerdo de su Gobierno sobre el contenido de esta carta.

Reciba usted, señor Ministro, las seguridades de mi más alta consideración.

Por el Gobierno
de la República de Bolivia:



Ministro de Planeamiento y Coordinación

Señor Pierre Beregovoy
Ministro de Estado
Ministro de Economía, Finanzas y del Presupuesto
(a la atención del señor Jean-Claude Trichet,
Director del Tesoro)

II

REPÚBLICA DE BOLIVIA
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y CULTO

París, 25 de octubre de 1989

Señor Ministro,

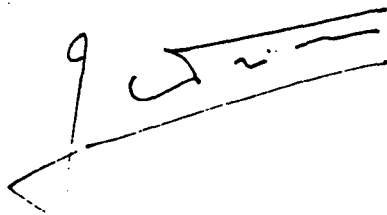
Tengo el honor de acusar recibo de su nota fechada el día de hoy y cuyo texto dice:

[Voir lettre I — See letter I]

Tengo el honor de comunicarle el acuerdo de mi Gobierno sobre el texto de esta nota.

Reciba usted, señor Ministro, las seguridades de mi más alta consideración.

Por el Gobierno
de la República Francesa:



Por el Ministro de Estado
Ministro de Economía, Finanzas
y del Presupuesto y por delegación,
el Director del Tesoro

Señor Lic. Enrique García Rodríguez
Ministro de Planeamiento y Coordinación
La Paz

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
BOLIVIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTEC-
TION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to develop economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Bolivia and Bolivian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to assets such as property, rights and interests of any category, and particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trademarks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which the assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

¹ Came into force on 12 October 1996 by notification, in accordance with article 12.

3. The term “companies” shall apply to any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by investment, such as profits, royalties or interests, during a given period.

Income from an investment and, in the even of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. The term “maritime zones” shall mean those maritime and submarine zones over which the Contracting Parties exercise sovereignty, sovereign rights or jurisdiction in accordance with international law.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

The following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory of the other Contracting Party.

Article 4

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zones, accord to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, the same treatment as is accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most-favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and the maritime zones of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zones of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zones, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any expropriation or nationalization measures, or any other dispossession action taken, shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, calculated in accordance with the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of expropriation (or nationalization or dispossession action).

Such compensation, its amount and methods of payment, shall be determined not later than the date of expropriation (or nationalization or other act of dispossession). The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the interest rate agreed by the Contracting Parties. The rate of interest agreed by the Contracting Parties shall be the official rate of interest of the special drawing right established by the International Monetary Fund.

3. National or companies of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zones of the other Contracting Party shall be accorded, by the latter Party, treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zones investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interests, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3 above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zones of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration, as agreed by both Parties.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zones of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zones of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 8

1. Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

2. If such a dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request one or other of those parties, be submitted for arbitration by an *ad hoc* arbitral tribunal.

The arbitral tribunal shall be constituted for each specific case as follows:

Within two months of the date on which the claim was made by one of the parties to the dispute, each of the parties to the dispute shall designate a member of the tribunal. The two members shall designate a national of a third State who shall be appointed Chairman (hereinafter referred to as "the Chairman"). The Chairman shall be designated within three months of the date on which the other two members were designated.

If, within the time limits specified in the preceding paragraph of this article, one of the parties to the dispute has not designated its arbitrator, or if the two arbitrators have not reached an agreement on the appointment of the Chairman, either party to the dispute shall invite the Chairman of the Stockholm Chamber of Commerce to make the necessary appointments. If the Chairman of the Stockholm Chamber of Commerce is a national of one or other of the Contracting Parties or if he is prevented from exercising that function, the Vice-President of the Stockholm Chamber of Commerce shall make the necessary designations. If the Vice-President is a national of one or other of the Contracting Parties or if he is prevented from exercising that function, the most senior member of the Stockholm Chamber of Commerce not having the nationality of one of the Contracting Parties shall make the necessary designations.

The arbitral tribunal shall take its decision by majority vote and its decisions shall be binding. Each party to the dispute shall bear the costs of its arbitrator and of its representation in the arbitral procedure; the costs of the Chairman and any other costs shall be divided equally between the parties to the dispute. The dispute shall be settled definitively in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade and Law (UNCITRAL) adopted by the General Assembly of the United Nations in its resolution 31/98 of 15 December 1976.¹

¹ United Nations, *Official Records of the General Assembly, Thirty-first Session, Supplement No. 39 volume I (A/31/39)*, p. 182.

3. Where both parties have become parties to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and nationals of other States, concluded in Washington on 18 March 1965,¹ any investment dispute between one of the Contracting Parties and an investor of the other Contracting Party, if it has not been settled amicably within six months from the moment the claim was made by one of the parties to the dispute, shall be submitted to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) for settlement by arbitration.

Article 9

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby enter into the rights and shares of the said national or company, in particular those arising from the provisions of article 8.

Article 10

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The said tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time-limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the senior Under-Secretary-General shall, provided he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise,

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Parties.

Article 12

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Paris on 25 October 1989 in two originals, each in French and Spanish, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
JEAN-CLAUDE TRICHET

For the Government
of the Republic of Bolivia:
ENRIQUE GARCIA

EXCHANGE OF LETTERS

I

Paris, 25 October 1989

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreement signed today between the Government of the French Republic and the Gouvernement of the Republic of Bolivia on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments and to state that the provisions of this Agreement apply equally to the "free zones" of the Republic of Bolivia, in accordance with the international law applicable to these free zones.

I would be obliged if you could inform me of the agreement of your Government on the content of this letter.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

For the Government
of the Republic of Bolivia:

ENRIQUE GARCIA
Minister of Planning and Coordination

Mr. Pierre Beregovoy
Minister of State
Minister of the Economy, Finances and the Budget
(for the attention of Mr. Jean-Claude Trichet,
Director of the Treasury)

II

Paris, 25 October 1989

Excellency

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated today, of which the text is as follows:

[See letter I]

I am pleased to inform you of the agreement of my Government on the text of this letter.

Please accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

For the Government
of the French Republic:
JEAN-CLAUDE TRICHET
Minister of State
Minister of the Economy,
Finances and the Budget and on behalf
of Director of the Treasury

Mr. Enrique Garcia
Minister of Planning and Coordination
